



## Luttons et victoires en Ile-et-Vilaine

### Mobilisation contre le "choc des Savoirs", contre l'école du tri social.

S'il est bien une mobilisation (ou des mobilisations) à retenir pour ce mois d'avril, c'est bien celle des collègues (mais pas que) contre la réforme du choc des savoirs.

L'intersyndicale a réussi à dynamiser les luttons à partir de réunions publiques, d'AG, intégrant parents, lycéens, étudiants aux revendications.

Si la médiatisation est portée sur la réforme du collège, c'est bien un mécontentement global contre cette offensive libérale (de la primaire à la FAC) qui s'exprime.

Plus d'une dizaine de collègues se sont ainsi mobilisés par des occupations nocturnes sur ces deux dernières semaines.

Samedi 13 avril, une manifestation regroupant près d'un millier de personnes (parents, élèves, professeurs...) (organisée par l'IS) a eu lieu avec le soutien de Partis Politiques progressistes.

Mercredi 17 avril, l'opération "collèges vides" regroupait également près de 20 établissements.

Le mot d'ordre est récurrent: "nous ne trierons pas nos élèves!"

Tractage, porte à porte, refus de missions de PP, d'être tuteur...

Les modalités d'actions sont de plus en plus nombreuses et génèrent de l'énergie pour les luttons à venir.

Les parents d'élèves sont, à juste titre, plus que jamais mobilisés. La FCPE 35 est d'ailleurs moteur dans les luttons développées. Les politiques nous méprisent et tablent sur notre épuisement et sur l'arrivée des vacances.

A nous de leur montrer que nous ne fléchirons pas tant que cette réforme vivra.

**Etienne ALLOT**



## Analyse du contexte politique

C'est annoncé, la formation des enseignant.es passera bien à 3 ans et non plus 5 ans. Après la masterisation du concours par Sarkozy (suite à PLC1 PLC2). Difficile dès lors de comprendre la ligne directrice des libéraux sur la formation. Des éléments sont malgré tout récurrents: la diminution des dépenses pour la formation ainsi que la baisse de la qualité et des exigences de la formation. Le contenu disciplinaire serait logiquement diminué. Les futur.es enseignant.es stagiaires (élèves fonctionnaires) seraient rémunérés désormais 900€. Après les 1400€ annoncés, on peut objectivement se demander s'ils pensent vraiment que cette réforme va répondre à la crise du recrutement. Soit ils sont fous, soit les intérêts sont ailleurs. Comme rappelé plus haut, l'élément de langage récurrent aux réformes des quinze dernières années est "plus de PROFESSIONNALISATION". Forcément la professionnalisation, ça en jette, c'est concret: fini les cours théoriques qui ne sont pas ou peu en adéquation directe avec notre métier. Dans cette optique: en 2 ans et demi de formation, on peut imaginer que certains choix devront être opérés dans les plaquettes de formation: Psycho, socio, bioméca... Tous ces cours qui semble-t-il ne sont pas en lien direct avec le métier, mais qui créent l'expertise de l'enseignant.e par l'augmentation de sa capacité à comprendre le monde, à analyser les relations sociales, à comprendre l'évolution cognitive de l'enfant... Ces cours qui, quand on est étudiant.e, ne nous semblent pas nécessaires mais qui avec le recul, le sont.

Cette "professionnalisation" suit la même logique que celle de la réforme du BAC Pro: un nivellement par le bas du niveau de l'élève/ étudiant, "apprendre un métier" version libérale = c'est apprendre un métier sans permettre l'élévation du citoyen, tout en faisant, bien sûr des économies.

**Etienne ALLOT**

## Pendant ce temps là dans le monde...

Trois ONG saisissent le Conseil de l'Europe pour contraindre la France à améliorer le système de distribution d'eau aux Antilles ainsi qu'à réparer le dommage causé par l'épisode de la Chlordécone.

Installations vétustes qui entraînent une non potabilité de l'eau croissante, 80% de l'eau potable perdue en raisons de fuites: le droit fondamental d'accès à l'eau potable est largement remis en cause dans un pays moderne comme la France, avec le déni des autorités.

L'utilisation du Chlordécone reconnue toxique dans plusieurs autres pays ne le fut pas jusqu'en 1993 en France: 90% de la population martiniquaise et guadeloupéenne serait contaminée. Seules 45 personnes ont été indemnisées jusqu'à fin 2023. L'Etat est responsable, c'est un long chemin de croix (qui est en bonne voie) pour le faire reconnaître

**Etienne ALLOT**



### Un poste gagné à Mendès France!

ON LACHE  
RIEN



Cela fait 2 ou 3 ans qu'à chaque CA, l'équipe EPS assistée des représentant.es au CA interpellent le CA et le rectorat pour créer un 5e poste au sein de l'équipe. Les possibilités sont là puisque BMP et TZR/contractuels à temps complet se succèdent.

Cette année enfin le poste se crée. Soyons honnêtes, il est clair que les 0.5h en plus en term BACPRO n'y sont pas étrangères, car les besoins sont supérieurs (d'ailleurs une autre création est actées dans un autre LP). Néanmoins sans insistance de la part de l'équipe aurait-ce été le cas? D'autant plus que la CE a indiqué devant les parents que nos demandes réitérées ont été entendues... C'est toujours ça de pris!